

# Entretien avec Emmanuel Davidenkoff

« Ce n'est pas la question du numérique qui se pose, mais celle du pédagogique »

Emmanuel Davidenkoff est journaliste, spécialiste des questions d'éducation. Il dirige le service Campus au quotidien *Le Monde* et produit des chroniques pour France Info. Il a publié *Le Tsunami numérique* en 2014, chez Stock.

Entretien réalisé par Régis Guyon en juillet 2016.

**Régis GUYON.** Vous suivez les questions du numérique à l'école de près depuis plusieurs années et vous avez publié en 2014 un ouvrage fort remarqué. Son titre, *Le Tsunami numérique*, laisse à la fois entendre une forme d'irréversibilité de la « déferlante numérique », mais aussi de brutalité, concernant les transformations qu'elle génère. Selon vous, en quoi le numérique peut-il ou change-t-il l'école ?

**Emmanuel DAVIDENKOFF.** Ce qui change l'école, c'est avant tout le projet pédagogique et le projet politique, les deux étant toujours intimement liés. Ce qui est intéressant avec le numérique d'aujourd'hui, c'est qu'il offre la possibilité de transcender un certain nombre de propositions pédagogiques : fabriquer en impression 3D, inverser la classe avec des MOOC, apprendre les tables de multiplication avec une appli, échanger entre établissements avec le mail, publier un journal avec un blog, jouer avec un *serious game* engageant et interactif... Internet, ou les bases de données, on peut dire que cela fait très longtemps qu'on les a à disposition. Mais le fait que

nous puissions accéder aujourd'hui avec une telle facilité à autant de savoirs scientifiques validés, ou à des bibliothèques mondiales, c'est là la véritable nouveauté de ces trente dernières années. Cette possibilité offerte par internet est le gage, pour des enseignants et leurs élèves, de l'accès à des savoirs réactualisés en permanence, à l'opposé des manuels aux contenus figés.

**R. G.** Internet permet également le participatif, l'ascendant et d'autres formes nouvelles de participation...

**E. D.** Exactement, mais les enseignants ne sont pas obligés de l'intégrer à leurs pratiques, et tous ne le font pas... Aller vers un savoir en mouvement, en construction, c'est inconfortable pour certains d'entre eux, qui peuvent préférer utiliser des manuels (parfois périmés) qu'ils maîtrisent mieux et qui sont plus sécurisants pour eux. Les outils de communication qu'offre le numérique sont une mine pour les pédagogies de type Freinet, si vous avez envie, par exemple, de faire et de publier des journaux ou d'entretenir une correspondance avec des élèves du monde entier. Certes, ces dispositifs ne sont pas nouveaux, ni nécessairement innovants, mais pour un certain nombre de dispositifs préexistants, le numérique peut agir comme un accélérateur.

**R. G.** Ce que vous évoquez reste apparemment dans le registre du potentiel?

**E. D.** Les dispositifs pédagogiques peuvent tout autant créer du contrôle et de la soumission que de l'ouverture et de la coopération. Si vous avez envie de classer hystériquement les élèves en leur faisant passer des tests sous forme de QCM, en calculant le temps qu'il leur faut pour répondre parce que vous êtes vraiment un obsédé du classement, le numérique va vous faire cela parfaitement bien! De la même manière que si vous voulez construire une société autoritaire et verticale ou, à l'inverse, une société horizontale et coopérative, aujourd'hui, le numérique vous permet de faire les deux, de manière très performante.

C'est pour cela que la question n'est pas tellement de savoir si le numérique change quelque chose dans les enseignements, mais plutôt de savoir quel est le projet pédagogique et politique qui est sous-jacent. À partir de là, il faut se demander quels sont les outils numériques permettant ou facilitant la mise en œuvre de ce projet. Car les outils ne sont pas neutres. Aujourd'hui, les puissances de calcul sont considérables et permettent l'accès rapide à tout type de données, notamment à des informations fines sur la façon dont chacun apprend. On peut en faire un instrument de contrôle qui s'étend y compris hors de l'espace et du temps scolaires. Ou un outil merveilleux pour individualiser l'enseignement, y compris sur des grandes masses d'élèves ou d'étudiants.

**R. G.** Le numérique pose également la question de la ludification, ou de la gamification, via les jeux sérieux ou les applications éducatives, qui brouille les frontières entre le formel et l'informel, entre le scolaire et la vie des familles, des

enfants. Si le numérique est omniprésent partout, comment peut-on expliquer les ruptures éducatives en termes d'usages?

**E. D.** Ce qui me frappe depuis de longues années, c'est que, paradoxalement, il y a une sorte de conservatisme de la part des élèves. Et je me

“

**Le numérique interroge la relation que l'école entretient avec la manière d'acquérir des savoirs**

”

demande même parfois s'il n'est pas plus grand que le supposé conservatisme des enseignants. Très souvent, quand on assiste à des séances de classe où le numérique est convoqué, notamment lorsqu'il s'agit de jeux, les enfants considèrent qu'ils se sont amusés mais qu'ils n'ont rien appris, alors que les adultes présents ont bien vu que les enfants avaient appris des choses. Il y a cette idée que si les modalités d'apprentissage semblent ludiques, alors ce n'est pas sérieux.

**R. G.** Cela rejoint le débat qui portait sur la télévision scolaire dans les années 1980, n'est-ce pas?

**E. D.** Pour moi, le numérique, et les écrans en général, interrogent la relation que l'école entretient avec la manière d'acquérir des savoirs. Il y a vingt ans, j'ai fait un reportage sur une classe de mer dans le Finistère et j'ai reçu le même type de réflexions de la part des élèves; alors qu'ils avaient passé la journée à patauger dans les flaques et à évoluer sur les rochers, à découvrir des animaux, des plantes, à ramasser des anémones, à les classer... ils n'avaient pas conscience d'avoir appris là aussi des choses. Sans doute croyaient-ils que l'apprentissage ne pouvait se faire que devant une table, sur une chaise et dans la souffrance? On voit bien que ce n'est pas la question du numérique qui se pose, mais celle du pédagogique.

**R. G.** Avez-vous eu l'occasion d'observer des systèmes où le numérique est réellement bénéfique? Ne serait-il pas utile, d'autre part, de se poser la

question même de savoir s'il est important de favoriser l'usage du numérique ?

**E. D.** J'allais vous parler de la Finlande. Quand, dans les années 1970, elle décide de réformer son système et d'aller vers des pédagogies qui justement favorisent la coopération et font une place importante au corps et à la créativité, il n'y a alors pas d'écran ! À un moment donné, la décision importante que prend la Finlande, implicitement en tout cas, c'est de dire aux enseignants : « On vous fait confiance, on cesse d'être dans le registre du contrôle. » On voit là toute la différence avec le système français, avec sa hiérarchie et son système d'inspection surpuissant, qui est paradoxalement absent dans le quotidien de la classe.

**R. G.** Il y a quand même sur le terrain des initiatives, individuelles ou collectives, des établissements, des collèges, des écoles qui font des choses avec ou grâce au numérique. On a d'ailleurs parfois l'impression que c'est surtout l'affaire d'individus, passionnés par les nouveaux outils. Est-il possible de dépasser ces professionnels – leurs pratiques ou innovations – pour « faire école » ?

**E. D.** Ces questions de dissémination des pratiques étaient déjà débattues par les membres du Conseil national de l'innovation et de la réussite scolaire il y a quinze ans, en opposition avec les tenants de la verticalité, qui pensaient que seule l'imposition de normes par le ministère était susceptible de faire bouger les choses. L'institution n'est pas seule en cause, il y a aussi les élèves et les parents mais aussi la fonction sociale que les uns et les autres attribuent à l'école. Tant qu'une majorité de personnes pense que l'école est là pour trier les élèves, pour les classer, il est compliqué de faire du coopératif,

de déployer des pédagogies centrées sur la bienveillance ou l'évaluation non sommative... On pourrait penser que les familles plutôt éduquées et socialement favorisées seraient plus enclines à faire perdurer une école sélective, perpétuant leur classe sociale, et que les familles plus populaires, défavorisées, préféreraient une école plus « coopérative » ; en fait, c'est plutôt l'inverse que l'on constate. Plusieurs chercheurs, dont Jean-Pierre Terrail, nous ont même alertés de longue date sur le fait que les pédagogies plus coopératives, plus innovantes, ne portent pas nécessairement leurs fruits dans les milieux populaires.

“

**L'institution n'est pas seule en cause**

”

**R. G.** Comment comprendre cette promotion du numérique venue de l'extérieur de l'école, par des industriels ou des associations, et qui a immanquablement une incidence sur l'école elle-même ?

**E. D.** L'enseignement supérieur privé est présent, voire domine sur des secteurs dont le service public ne s'est pas emparé, ou pas suffisamment vite ou suffisamment sérieusement. Dans l'audiovisuel par exemple, il y a énormément d'écoles privées car l'enseignement supérieur public est resté extrêmement malthusien pendant des années. L'université n'est pas rentrée dans le débat, peut-être pour des questions de moyens – car il faut investir fortement en matériel et aussi tisser des liens avec le marché de l'emploi. C'est la même chose dans le journalisme. Il existe aujourd'hui des dizaines de filières universitaires dans ce secteur, mais les écoles les plus demandées, les plus recherchées, restent des écoles privées pour l'essentiel. Et ceci est aussi vrai dans les domaines de la communication, du marketing, du management et de l'informatique. Concernant le numérique, à un moment donné, les écoles d'ingénieurs n'ont pas bougé suffisamment vite. Le réseau des EPITECH, l'ÉPITA et d'autres écoles d'ingénieurs en informatique privées se sont créées – jusqu'à l'École42, que Xavier Niel a créée en 2013 –,

qui prorogent et poursuivent cette histoire. Ce qui fait l'attractivité d'une filière, quelle qu'elle soit, et cela se vérifie dans tous les pays du monde, c'est sa capacité à offrir un emploi et, si possible, le plus pérenne possible. Sauf exception, les étudiants ne s'inscrivent pas à Oxford ou à MIT parce qu'il y a des prix Nobel et de la recherche, mais parce qu'ils savent qu'avec un de ces diplômes, ils auront un bon travail.

En France, pour réussir des études supérieures d'excellence, une majorité de parents et de professeurs de lycée pense qu'il faut absolument passer par les classes préparatoires, qui privilégient à la fois l'empilement des savoirs et un haut degré de conceptualisation théorique. Il n'est donc pas évident de vendre aux familles un système qui ferait plus de place à l'induction qu'à la déduction, plus de place à l'expérimentation qu'à la théorie et plus de place à la coopération qu'à la compétition.